



«Est-ce qu'on va avoir une troisième guerre mondiale?», les profs confrontés aux interrogations des élèves sur la guerre en Ukraine

L'offensive menée par la Russie s'immisce dans les salles de classe françaises, où les enseignants d'histoire-géographie s'attèlent à rendre l'impensable compréhensible face aux interrogations et inquiétudes de leurs classes. Ils sont en première ligne. Un rempart solide face aux inquiétudes et questionnements des adolescents sur la guerre entre l'Ukraine et la Russie. «Ça ne fait pas partie des obligations des enseignants d'histoire-géographie mais de notre déontologie de répondre à ces crises-là», insiste François Da Rocha Carneiro, professeur d'histoire-géo au lycée Jean-Moulin de Roubaix (Nord). Ce vice-président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) rembobine : «Quand il y a le 11 Septembre, on est là ; quand il y a les attentats de 2015, on est là ; il y a la guerre en Ukraine, on est là.»

Au collège comme au lycée, où la Russie constelle différents chapitres du programme, le mot d'ordre est le même : pas question d'imposer le sujet. «On en parle en classe à partir du moment où on a une demande des élèves», note François Da Rocha Carneiro, en ajoutant qu'«en général c'est qu'il y a de l'inquiétude derrière». Tenir un discours le moins anxiogène possible tout en rendant compréhensible ce qui peut l'être relève du défi pédagogique : «Ce n'est pas évident. Une bonne part des choses du moment nous échappe totalement, est irrationnelle», reconnaît le professeur. Le préalable ? Ne pas hésiter à reconnaître son ignorance.

«Recontextualiser»

Si nombre d'enseignants ont anticipé en faisant un conséquent travail de documentation pour rendre l'impensable compréhensible, l'intérêt des élèves semble, lui, variable. «Etrangement, ce sont les plus petits, les sixièmes, qui étaient les plus intéressés. Peut-être qu'à la maison les parents les laissent moins accéder aux informations», suggère Céline Delorge, professeure d'histoire-géo au collège Jean-Rostand de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), qui relève une forme de «désintérêt» chez les troisièmes. Pour les plus petits niveaux qui n'ont pas encore étudié la guerre froide et le monde depuis la chute de l'URSS en 1991, la tâche est plus délicate. «Le préalable, c'est une carte qu'on projette pour voir où c'est, comment sont disposés les pays», amorce Fabien Salesse, professeur au collège Jean-Monnet de Lyon.

La question «Pourquoi Vladimir Poutine veut-il s'en prendre à l'Ukraine ?» a, sans surprise, résonné dans de nombreuses classes. «Cela permettait de recontextualiser depuis 1991 et surtout depuis 2014, la Crimée, leur montrer qu'on passait d'une guerre de basse intensité à une guerre de haute intensité», explique Fabien Salesse.

L'exercice peut toutefois être déroutant pour les jeunes enseignants. «Le vrai baptême pour moi a été l'assassinat de Samuel Paty. Evidemment, je suis plus à l'aise de parler de ce qui est au programme, mais cela fait partie de mon rôle, embraye Noémie Lemennais, 31 ans, du lycée Maxence-Van-der-Meersch de Roubaix. L'histoire, ce n'est pas seulement comprendre ce qu'il s'est passé mais comprendre aussi la situation présente.» François Da Rocha Carneiro appuie : «C'est avec nos armes que l'on va répondre, les armes de l'histoire, de la profondeur temporelle, de la géographie, des cartes. Quand je dis armes de l'histoire, c'est aussi pour désarmer l'utilisation qu'en a faite Vladimir Poutine dans son discours, à des fins de propagande.» En somme, «il faut



aussi combattre avec les armes de l'ennemi».

Le risque nucléaire sur toutes les lèvres

Les échanges se construisent souvent en fonction de l'avancée dans les programmes et donc des clés de compréhension que les élèves ont en mains. «En quatrième, on a un chapitre de géographie sur les migrations internationales. L'une des premières questions qui est venue, c'était : "Mais les Ukrainiens qui fuient, monsieur, ils vont l'avoir le statut de réfugiés ?"», constate Fabien Salesse. Ses troisièmes l'ont plutôt interrogé sur la mobilisation militaire, en écho aux deux guerres mondiales. «Ils se demandaient si on allait en arriver aux mêmes mobilisations de masse, car ils connaissaient des gens dans les armées ou en service civique», détaille l'enseignant lyonnais. En terminale, où est abordée la guerre froide, la compréhension des notions telles que «le conflit périphérique» est plus fine. «J'ai rappelé que la Russie n'est pas l'URSS, que les Etats-Unis de 2022 ne sont pas les Etats-Unis de 1962», expose François Da Rocha Carneiro. Chez les lycéens suivant la spécialité HGGSP (histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques), nouveauté de la réforme du lycée, l'œil est encore plus aiguisé. «C'est un moyen de remobiliser ce qu'on a vu en cours, notamment le rôle de l'ONU, de l'Otan», remarque Noémie Lemennais.

Le risque nucléaire est sur presque toutes les lèvres. Mais difficile de faire comprendre la dissuasion à des élèves de cinquième. Un challenge pour Fabien Salesse : «J'ai pris l'exemple simple d'une bagarre où chacun essaierait de montrer à l'autre qu'il est le plus fort pour le dissuader d'attaquer.» Une façon de désamorcer ce qui était déjà vu par certains comme une fatalité. «Beaucoup demandent "Est-ce qu'on va avoir une troisième guerre mondiale ?"», rebondit Noémie Lemennais. Face à des inquiétudes compréhensibles, les enseignants marchent sur des œufs. «Je voyais bien qu'ils attendaient du professeur un discours totalement rassurant, mais on ne peut pas leur mentir non plus», concède son collègue lyonnais. Noémie Lemennais abonde : «J'essaie de présenter les choses de façon objective, en donnant des clés de compréhension. Je ne veux surtout pas anticiper ce qu'il va se passer demain, on ne peut pas savoir.» Les angoisses des parents transparaissent aussi dans les rangs. «A chaque niveau, j'ai eu une question sur l'augmentation des prix du pétrole et du gaz », assure Fabien Salesse.

Témoignage d'une incompréhension toute légitime de cette situation, à Biarritz, Céline Delorge a également dû désamorcer le discours en vogue selon lequel «Poutine est fou». «On accuse de folie ceux qu'on ne comprend pas. C'est plutôt dangereux en histoire, et faux», développe-t-elle. Elle s'est donc attelée à «recontextualiser» en rappelant qu'«il n'est pas seul, [qu'il] a un état-major, une population qui le suit en partie, tout en expliquant l'utilisation idéologique de la propagande.» La guerre en Ukraine sert également de support concret à l'éducation aux médias. Alors que pullulent rumeurs et images détournées, les enseignants ont tous martelé l'importance de la vérification des informations et aiguillé leurs élèves vers des sources fiables. De quoi là encore prendre un recul nécessaire sur la situation.

